

<http://www.snetap-fsu.fr/Ecole-veterinaire-d-Alfort-la.html>



École vétérinaire d'Alfort : la rigueur budgétaire est une stratégie suicidaire

- Les Dossiers - Enseignement supérieur -

Date de mise en ligne : jeudi 10 janvier 2013

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le 21 décembre, une manifestation des étudiants et du personnel de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort a troublé la visite de la directrice de l'Enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture. Étienne Bâcle, représentant syndical Snetap-[FSU](#) de l'École nationale vétérinaire d'Alfort, expose la situation tendue.



L'École nationale vétérinaire d'Alfort ([ENVA](#)) connaît depuis plusieurs années des difficultés financières croissantes. En laissant filer un déficit chaque année plus important et par une politique immobilière irréfléchie, les directions successives de l'ENVA et le ministère de l'Agriculture, qui est son ministère de tutelle, ont conduit l'établissement à une situation de grand déséquilibre budgétaire.

La nouvelle direction de l'ENVA a choisi la voie unique de la rigueur budgétaire : restrictions dans tous les domaines, fin des investissements, suppressions brutales de postes, etc. Le budget 2013, supposé répondre au déficit chronique de l'ENVA, prévoit un plan social visant à une réduction brutale de 15% de la masse salariale.

Politique suicidaire à la grecque

Au-delà de l'aspect social, cette politique est suicidaire. On peut faire un parallèle frappant avec la situation grecque : la réduction aveugle et comptable des effectifs et des investissements ne conduira qu'à moins d'activité, donc moins de recettes... et le déficit se creusera plus encore.

Indépendamment des difficultés budgétaires, le mode de management brutal et sans concertation de la direction de l'école crée une ambiance détestable que nous ne pouvons plus accepter. Le dialogue est de plus en plus inexistant. La souffrance au travail y est une réalité très concrète, sans que la direction en prenne la mesure ni adopte de solutions pour y remédier.

Par exemple, le déplacement répété de personnes vers des postes ne correspondant pas à leur qualification est à l'origine de cas de burn-out. Les décisions sans concertation imposées dans une absence totale de communication et la déresponsabilisation des cadres creusent elles aussi un fossé entre la direction et les personnels. Bien plus que de l'inquiétude, c'est une forme de terreur qui règne au sein des personnels, en particulier les contractuels dont les contrats ne sont pas reconduits, et ce sans explication.

Ultime provocation, l'éditorial du directeur dans le journal interne sorti le 4 janvier 2013 commence par ces mots : "Notre établissement, grâce à l'ensemble de ses forces, connaîtra - j'en suis persuadé - une adaptation darwinienne qui lui permettra de sortir par le haut de la période difficile qu'il traverse."

Un darwinisme brutal comme feuille de route

Dans un établissement déjà très fragilisé, l'apologie du darwinisme où le combat pour la vie remplace la solidarité entre ses membres est plus qu'inquiétante. Plus qu'une maladresse, cette expression ressemble à une feuille de route cynique où les plus faibles seront appelés à mourir.

À l'heure où le gouvernement affiche sa volonté de lutter contre les plans sociaux du secteur privé et la courbe du chômage, peut-il accepter un plan social pour 20 personnes d'un établissement public comme le nôtre ? À l'heure où la société entière est fragilisée par un contexte difficile, peut-il accepter la brutalité extrême et affichée du management dans un établissement d'enseignement supérieur ?

Pour mettre fin à l'enfermement de la direction de l'ENVA dans sa stratégie solitaire, brutale et suicidaire, le 21 décembre dernier, 350 personnes - étudiants, enseignants et personnels techniques - avaient débrayé et manifesté bruyamment leur colère. Cette action faisait suite à celle du mois précédent. Mais la direction n'a pas jugé utile de recevoir les représentants des personnels ou d'entamer le dialogue.

L'État doit prendre ses responsabilités

Les revendications de toute la communauté sont pourtant simples. Aujourd'hui, des pans entiers de l'enseignement sont appelés à disparaître. En particulier dans le domaine des animaux de rentes et de l'alimentation, secteur où, en France, le vétérinaire a un rôle affirmé de service public pour la santé humaine.

L'État doit prendre ses responsabilités et permettre à l'ENVA d'assurer une formation et une recherche de qualité. Le ministère de l'Agriculture, dont la dotation annuelle à l'établissement est très insuffisante au regard des besoins de l'école, doit y pourvoir.

Quant au directeur de l'ENVA, il doit geler immédiatement le plan social annoncé et adopter des mesures concrètes répondant réellement au climat social catastrophique de l'ENVA, objectivé dès 2008 dans le rapport très noir d'un audit social. Ce n'est qu'en mettant en œuvre dès février 2013, des états généraux dans tous les domaines (enseignement, recherche, gouvernance, ressources humaines, etc.) permettant un large dialogue avec toute la communauté de travail que l'on pourra sortir l'ENVA de ce trou noir.

Par Etienne BACLE

Représentant SNETAP-[FSU](#) ENVA

- à lire aussi : [Lettre ouverte au Directeur de l'ENVA](#)